

L'ajournement

Je dirai pour commencer que l'on condamne de plus en plus la méthode de l'analyse des systèmes pour résoudre des problèmes à l'échelle mondiale en y voyant une mode passagère ou, pire, une fraude intellectuelle de la part des bureaucrates des pays participants. C'est pour cette raison que la vénérable Société royale du Royaume-Uni a recommandé que la Grande-Bretagne mette fin à sa participation à cet organisme. Le gouvernement britannique a en effet suspendu ses subventions à la fin de l'année dernière.

Les Américains ont fait la même chose. Ils ont jugé qu'ils pourraient dépenser leur argent à d'autres fins et que les avantages technologiques que retireraient les Soviétiques de l'Institut l'emportaient sur ceux qu'en retireraient les pays occidentaux. Ils se sont en fait rendu compte que sous le couvert de la coopération internationale, les Soviétiques utilisaient l'Institut pour permettre aux scientifiques, d'avoir accès à la technologie et aux banques de données de l'Ouest sans offrir quoi que ce soit de valable en retour.

Au cours des dix dernières années, près, les Soviétiques ont en effet réussi à acquérir la technologie occidentale la plus avancée en se prévalant en partie des accords technologiques et scientifiques conclus avec l'Ouest, en complétant ainsi leurs acquisitions clandestines de matériel et de savoir-faire occidentaux.

Avec l'Autriche et la Suisse, le Canada semble être devenu, involontairement ou non, l'un des intermédiaires les plus fréquemment utilisés par les Soviétiques pour s'approprier des innovations technologiques américaines et occidentales. Je n'évoquerai pas à cet égard les cas célèbres survenus assez récemment. Je vais en exposer deux autres moins connus.

Je voudrais attirer l'attention du gouvernement plus particulièrement sur la vente par une société de Détroit, par l'entremise d'une compagnie ontarienne, de l'ensemble des données technologiques nécessaires à l'assemblage de voitures à l'usine Fiat—je devrais dire Lada—à l'Union Soviétique. Je voudrais aussi attirer l'attention du gouvernement sur une manufacture de Montréal, la Velan Engineering, qui vend des soupapes à haute pression à la Russie, à la Tchécoslovaquie et à la Hongrie. Les pièces que cette entreprise vend servent presque exclusivement à la fabrication de fusées et dans l'industrie nucléaire. Croyez-le ou non, il s'agit-là d'un commerce tout à fait légal qui dure depuis plusieurs années et qui a bénéficié de millions de dollars de subventions de la Société pour l'expansion des exportations.

Il semble qu'au Canada, on applique à la lettre la vieille doctrine communiste voulant que les pays occidentaux vendent aux pays communistes tout ce qui peut leur être utile. Dans l'affaire Velan, au nom de quelques millions de dollars, nous mettons en danger l'existence de notre système libéral. Il est intéressant de noter que M. Velan, c'est le nom qu'il se donne, semble avoir l'appui d'un réfugié d'un de ces paradis des travailleurs de l'Europe de l'Est, la Tchécoslovaquie je crois. Il semble qu'après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, celui-ci ait eu des remords de conscience puisque on a pu lire dans les journaux de Montréal qu'il avait décidé de faire affaire avec l'Union Soviétique. Mais après vérification, on a découvert qu'il commerçait désormais avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

Dans l'affaire concernant l'Institut international, non seulement nous mettons à la disposition des Soviétiques notre technologie, mais nous accordons à cette institution—je ne sais pas si c'est comme cela qu'on devrait l'appeler, une subvention annuelle de \$400,000 environ.

La cheville ouvrière dans toute cette affaire, il semble que ce soit M. Michael Kirby dont la compétence s'étend des chemins de fer aux poissons. Toujours est-il que je voudrais que les membres du gouvernement les plus sensés, comme le ministre d'État aux Sciences et à la Technologie, étudient la question et se demandent s'il n'y aurait pas moyen de tirer un meilleur parti de notre argent, surtout quand nous avons tant besoin d'argent pour la recherche et le développement dans ce pays.

• (1805)

M. Jim Peterson (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je réponds aux propos du député de Central Nova (M. MacKay).

Voyons d'abord pourquoi les États-Unis se sont retirés de cet organisme. Ils ont invoqué des raisons budgétaires, et je crois que des facteurs relatifs à la guerre froide ont pu jouer de leur influence. Toutefois, ce retrait a-t-il eu des conséquences néfastes? Le rôle officiel du gouvernement est maintenant assumé par l'American Academy of Arts and Sciences, institution qui jouit du soutien de l'industrie, des grandes fondations et de divers organismes privés, de sorte que la participation américaine à ces échanges est assurée. Au Royaume-Uni, par ailleurs, la Royal Society s'est retirée, mais il existe néanmoins dans ce pays certaines instances favorables à la poursuite des échanges à caractère technique, et nous avons bon espoir que les relations officielles se maintiennent entre le Royaume-Uni et l'Institut par le biais du Fellowship of Engineering.

Quant aux rapports, du Canada, nous sommes devenus membres en 1972 et il faut se demander si nous, Canadiens, qui sommes avides de technologie et anxieux de livrer concurrence sur les marchés mondiaux, pouvons faire cavalier seul. C'est avec un esprit avant-gardiste et inventif que nous devons proposer de nouvelles idées au secteur la production et de la fabrication, une nouvelle recherche, un nouveau développement et de nouvelles techniques aux Canadiens, pour que nous soyons compétitifs sur les marchés mondiaux. Par le passé, de nombreux autres pays ont à la suite d'échanges, adopté les technologies les plus avancées qu'ils ont pu trouver en Occident, et aujourd'hui, ils nous surpassent sur les marchés internationaux. Nous avons ici l'occasion de participer aux travaux d'organismes qui offrent aux scientifiques et ingénieurs canadiens la possibilité d'apprendre ce qui se fait dans d'autres coins du monde.

Ne condamnons pas ces initiatives sur la foi de calomnies et d'insinuations. Cela ne devrait pas être une raison d'attaquer celui qui n'aura de cesse qu'il ne règle la délicate question des pêches qui concerne de près la circonscription du député. A mon avis, monsieur le Président, les Canadiens de toutes les couches de la société devraient être plus empressés à découvrir les meilleurs réalisations de toutes les régions industrialisées du monde.